



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE  
D'INDRE-ET-LOIRE

# BILAN 2018

**PROTOCOLE DÉPARTEMENTAL DE  
PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE  
LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES**

**2016 - 2019**

*Conseil départemental de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes et de  
lutte contre la drogue, les dérives sectaires et les violences faites aux femmes*

*Commission spécifique de lutte contre les violences faites aux femmes*

# INTRODUCTION

## Objectif du bilan

Permettre une photographie annuelle des actions du collectif constitué de partenaires signataires du protocole. Ce n'est pas un bilan d'activité des organismes mais une mise en lumière de ce qui est fait collectivement sur cette problématique de sécurité et de santé publique en Indre-et-Loire. Ces données sont constitutives d'un observatoire des violences faites aux femmes en Indre-et-Loire, porté par la DDFE 37. Les outils développés sont à disposition sur le site de la préfecture et sur le site des acteurs porteurs de projets.

## Ce bilan doit permettre de:

1. Rendre visible les violences faites aux femmes et valoriser les réponses du réseau
2. Quantifier les efforts de communication, de prévention et de formation qui permettent de maintenir un niveau d'information soutenu et une professionnalisation des acteurs pour une meilleure prise en charge
3. Améliorer la qualité et la fluidité des accompagnements
4. Renforcer les axes qui n'ont pas été suffisamment développés

## La méthode

Les partenaires sont invités à renseigner des indicateurs correspondants aux 7 axes sur lesquels repose le protocole. Les réponses quantitatives sont complétées par des apports qualitatifs.

**Le taux de réponse est de 74 % (76.92 % en 2017).** Le taux de réponses est légèrement inférieur au dernier bilan.

Pour le bilan 2017 et 2018, la collecte des données a été effectuée par voie dématérialisée. Un travail sur l'harmonisation des indicateurs sera fait pour le protocole 2020-2022 qui sera signé fin 2019.

Certaines données étant partielles (non connues, incomplètes, non renseignées), et la prudence étant de rigueur en matière de données chiffrées, ce sont plus des éléments de tendance qui sont présentés que des statistiques.

## Préfecture d'Indre-et-Loire Bilan réalisé et édité par la DDFE

Délégation départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité F/H (DDFE 37)  
Nadine LORIN, Déléguée départementale  
02.47.33.12.80 / 07.86.52.28.54 / [nadine.lorin@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:nadine.lorin@indre-et-loire.gouv.fr)  
Sandra FONTAINE, assistante  
02.47.33.12.81 / [sandra.fontaine@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:sandra.fontaine@indre-et-loire.gouv.fr)

1

# INFORMATION - COMMUNICATION - DONNÉES STATISTIQUES ZP, ZG, Parquet et PM

Plaquettes « vos contacts en département » éditées par la DDFE. Les structures ont également diffusé leur propre communication.

Toujours importantes à maintenir. En 2018, nous sommes passés de 26 en 2017 à 32 manifestations Publiques.

Les actions de sensibilisation spécifiques regroupent : les marches exploratoires, les enquêtes de terrain, des sujets spécifiques, entreprises, portes

Pour la ZP : augmentation des plaintes de 9.11 %. Les agressions sexuelles sont stables avec 194 plaintes en 2017 ZP + ZG et 190 en 2018.

Les plaintes pour menaces augmentent (+30 %) Pour la ZG, une augmentation importante des plaintes de 51.88 %. Les statistiques liées aux violences intrafamiliales sont à prendre avec grande prudence, la notion de chiffre noir y prenant toute sa mesure. Rappel : la plainte est désormais la règle (convention de décembre 2014, renouvelée en janvier 2018).

**3787**  
plaquettes  
« vos contacts en 37 »  
distribuées

**108**  
actions de  
communication  
médias

**32**  
manifestations  
grand public

**21 164**  
personnes  
sensibilisées

**120**  
actions de  
sensibilisation  
spécifique

**1335**  
interventions  
en ZP,  
**1042**  
en ZG

**1363**  
plaintes ZP  
**584** ZG, soit  
**1950**  
plaintes

**73**  
plaintes  
poursuivies

Les publications sur les sites de l'ensemble des partenaires sont importantes. Beaucoup d'informations sont publiées sur le site de la préfecture, onglet DDFE. Ne pas hésiter à le consulter

Les sensibilisations sont des informations descendantes courtes qui permettent essentiellement de faire prendre conscience du problème (7970 personnes sensibilisées en 2017)

**2377** interventions des forces de l'ordre. **878** mains courantes ont été déposées. Les victimes sont systématiquement orientées vers l'AS ou FV 37. Attention ces données comportent des marges d'erreur liées au fait que dans les MC sur les violences au sein du couple., le sexe de la victime n'est pas indiqué.

**6** Ordonnances de protection. Les chiffres indiqués, issus automatiquement d'un logiciel, sont manifestement très sous-évalués.

## 2 FORMATION DES ACTEURS

Dont 332 en 2018 (contre 258 en 2017) du réseau des signataires du protocole.

Une augmentation toujours croissante de professionnels formés (+20 %).

Cela montre que chaque structure considère comme essentiel le fait de former les personnels pour que tous les acteurs et actrices du réseau aient les mêmes repères et informations.

**1854**  
professionnels formés

**77**  
formations dispensées aux étudiants

Passant de 33 à 77 formations, on mesure l'importance de la formation initiale sur les questions de violences.

**1302**  
étudiants formés

ITS, Croix Rouge, Université, IUT... 762 en 2017 en avaient bénéficié.

**48**  
formations dispensées

Les formations portent sur du face à face pédagogique, des journées d'études, des séminaires. 8 supervisions ont été faites. Les personnels de Keolis Tours sont sensibilisés sur le harcèlement dans l'espace public.

## 3 ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES

Le nombre de femmes accueillies a augmenté de **20.4 %**, (2327 en 2017). Avec l'augmentation des révélations mais aussi des effets de régressions que peuvent engendrer l'évolution des droits des femmes et leurs prises de parole, l'accueil dans les structures continue de croître

**2927**  
femmes accueillies sur le réseau

**712**  
permanences dans les QPV

Des permanences sur l'agglomération et en zones rurales existent. Une cartographie est créée en 2017). On note une baisse en provenance des quartiers politique de la ville (973 en 2017). Il serait pertinent de faire une analyse avec les structures qui accueillent dans les quar-

L'accompagnement psychologique augmente de **58.45 %** (avec 1430 personnes reçues par les 2 psychologues de l'IML, soit 32.68 % en plus).

**2010**  
femmes suivies psychologiquement

**416**  
femmes accompagnées socialement

Un accompagnement en baisse par rapport à 2017 où l'on avait **552** accompagnements déclarés par les structures. L'accès aux droits pour les allocations distribuées par la CAF est rapide (effort de priorisation). **110** entretiens avec des femmes accompagnées dans leur parentalité contre **463** femmes en 2017. Un biais demeure

Après une augmentation importante en 2017 (+32 %), on note une baisse en 2018, de 18.79 % de l'accompagne-

**1176**  
femmes accompagnées juridiquement

**11**  
femmes et 26 enfants en CHRS

Les données sont étonnantes. En 2017 70 F et 98 E accueillis. Cela laisse à penser que les femmes ne rentrent plus en CHRS.

Après une forte hausse entre 2016 (**354**) et 2017 (**13430**), le nombre de nuitées est à nouveau en baisse. Le nombre de nuitées à l'hôtels augmente fortement (2017 **596**). Elles représentaient **4.43 %** des nuitées en 2017. Elles représentent **30.7 %** en 2018.

**5524**  
Dont **1699**  
nuitées en hôtels

**185**  
personnes accueillies en HU, dont **90** enfants

Il faut souligner la réactivité du 115 pour l'accueil des femmes et de leurs enfants. La fluidité entre l'HU et l'accueil en CHRS est toujours recherchée mais difficile à trouver. 23 personnes de plus (162 en 2017) ont été accueillies. La part des enfants représentait **23 % en 2017. Elle est de 48.64 % en 2018**

## 3 ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES

Le rôle de l'ADJ est de recevoir les femmes, notamment les victimes de violences, d'orienter mais aussi de détecter.

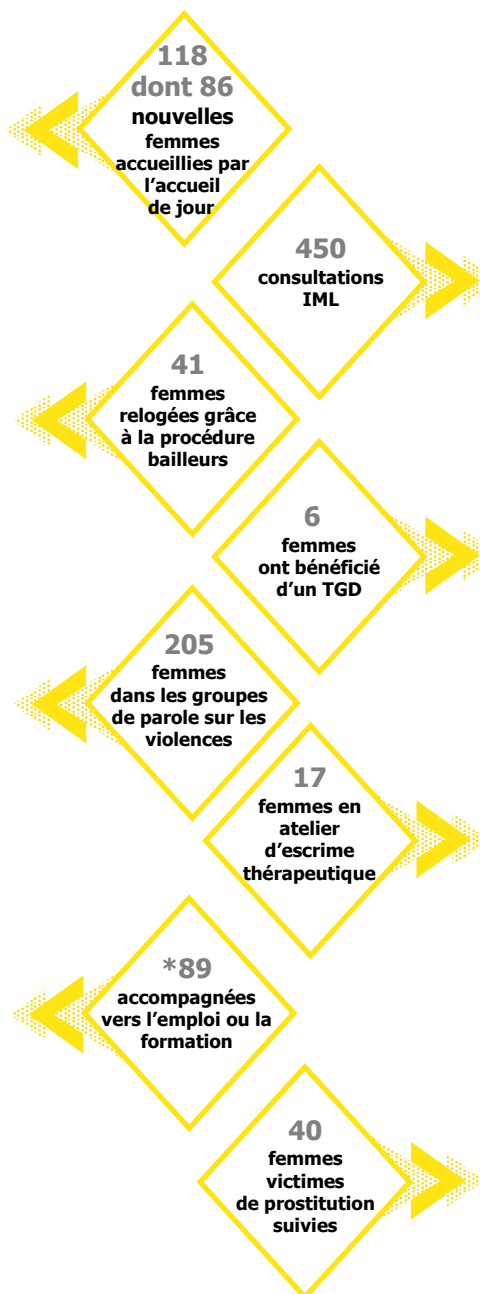
En file active, plus de femmes ont été accueillies (27 en 2017). L'utilisation du dispositif est encore insuffisante. Le dispositif est à retravailler avec le réseau

Après une augmentation significative entre 2016 (41) et 2017 (97), on retrouve le même niveau de relogement qu'en 2016

RAPPEL : la procédure spécifique validée dans le cadre du protocole doit être respectée.

Au PF, 170 femmes sur les groupes de parole violences conjugales et violences sexuelles + 115 femmes ayant participé aux groupes d'échanges sur le harcèlement. 20 femmes dans le Lochois avec Dire et Guérir

\* Sans les données de Pôle emploi. Nous n'avons pas les données de la DIRECCTE mais en 2017 11 femmes victimes de harcèlement sexuel au travail avaient été signalées par l'UT DIRECCTE



Les violences sont physiques et/ou psychologiques (330 consultations dont 288 sur réquisition et 42 sans réquisition). On note une augmentation des consultations pour violences sexuelles avec 220 consultations (176 en 2017); 189 sur ré-

Il sont attribués pour une période de 6 à 11 mois. Voir information et fiche de signalement sur le site de la Préfecture (espace dédié aux si-

3 ateliers ouverts (Monts, Tours + un particulier) pour des femmes victimes de viols étant déjà suivies en thérapie.

Avec la loi du 13 avril 2016, une commission départementale réglementaire est installée depuis décembre 2017. Son rôle : accompagner les parcours de sortie de la prostitution des personnes qui en sont victimes. **1 femme est engagée dans un PSP.**

40 femmes dans 4 associations. Faire un point pour savoir si ce sont les mêmes femmes

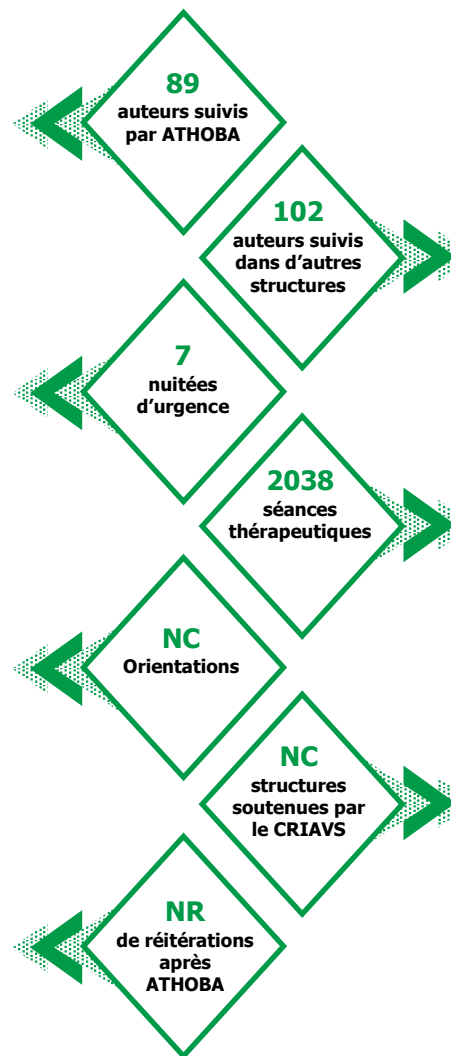
## 4 ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS

RAPPEL : ATHOBA est un suivi thérapeutique destiné aux auteurs de violences au sein du couple. Des stages spécifiques pour les primo délinquants sont mis en place. 89 est le nombre d'auteurs sur les 4 prises en charge : individuelles, groupes, stages.

Les nuitées correspondant aux auteurs hébergés en HU, lors d'une éviction pour violence. 11 en 2017, C'est encore moins en 2018. Cependant le logiciel identifie les victimes mais pas les auteurs, le nb de nuitées est donc très partiel

En 2018 les orientations ne sont plus indiquées. En 2017, les orientations par les structures de justice SPIP pour 12 et de l'ACJET pour 14.

Pour ATHOBA, le suivi porte sur 5 ans. On note une stabilité de la réitération des faits de violence en 2017 autour de 20 %. Ce travail n'a pas été fait pour 2018. Cependant les auteurs venant de plus en plus hors mesure de justice, il va devenir compliqué d'effectuer un suivi. 50 % environ viennent de leur plein gré pour un soin thérapeutique



Suivi psychologique en milieu carcéral et en association.. Il n'a pas forcément de visée thérapeutique. 30 personnes suivies en milieu ouvert, 12 personnes détenues.

Dont 1704 sur ATHOBA.

Pôle ressources pour les acteurs qui accompagnent les auteurs de violences sexuelles. NC pour la 2nd année consécutive

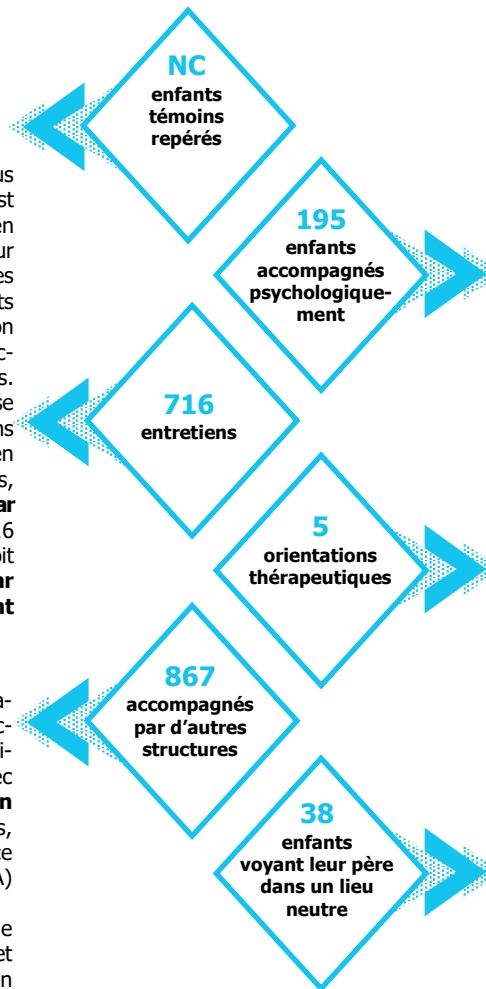
## ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS

Les enfants peuvent avoir de 1 mois à 18 ans.

Ce dispositif est sous calibré. La demande est importante et la prise en charge nécessaire pour lutter contre les souffrances des enfants et faire de la prévention afin d'éviter la reproduction des comportements. Cela entraîne une baisse du nombre d'entretiens par enfants (993 en 2017 pour 175 enfants, soit **5.6 entretiens par enfant**. En 2018, 716 entretiens conduits, soit **3.6 entretiens par enfant**

On note une augmentation significative de l'accompagnement pluridisciplinaire des enfants avec **+ 44 % sur un an** (DSDEN, France victimes, Planning familial, Espace Santé jeunes, ARCA)

Le CHRS Anne de Beaujeu a édité un livret d'accueil à destination des enfants, disponible en ligne sur le site de la préfecture (espace réservé)



Ce dispositif est créé pour palier aux délais de traitement trop longs des dispositifs de droit commun. Il n'a pas vocation à s'y substituer.

Ce n'est pas une prise en charge thérapeutique, mais un accompagnement psychologique et d'évaluation. Les enfants sont vus sur 3 sites : Anne de Beaujeu, Albert Camus, CIDFF.

Vers les dispositifs thérapeutiques de droit commun, les pédopsychiatres...

Sur les 53 mesures reçues en 2018, 23 droits de visites en lieu neutre organisés.

## ACTIONS DE PRÉVENTION

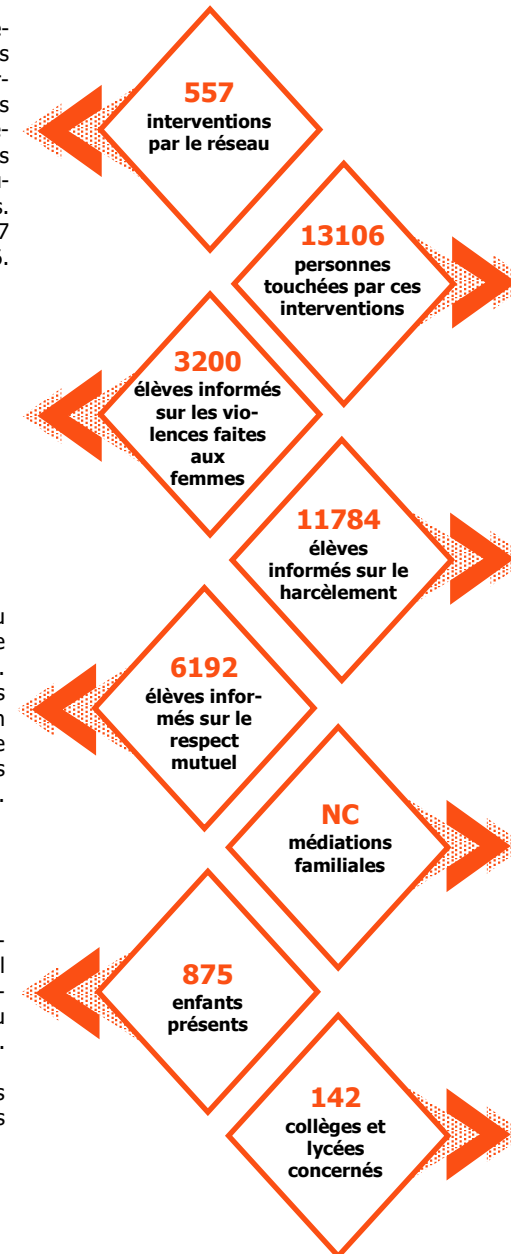
Depuis 2 années consécutives, de plus en plus de partenaires interviennent auprès des jeunes en établissements scolaires et tous les espaces où se trouvent des jeunes. **442** en 2017 **58** en 2016.

Établissements de l'Education Nationale, CFA... L'information a été moins spécifique qu'en 2016. (**900** élèves)

Ce champ est intégré au socle de compétences de l'Éducation Nationale. Tous les établissements du second degré ont un référent ou une référente à l'égalité entre les filles et les garçons.

Reconstitution d'audiences d'un tribunal pour enfants à destination des élèves du 1er degré.

En 2017, 737 enfants présents



Les interventions dans les centres d'éducation spécialisée (ITEP, IME...) sont nécessaires. Certaines structures informent de manière transversale sur tous les axes. (respect mutuel, égalité, mixité, déconstruction des stéréotypes...)

Il est évident que nous avons des doubles comptages. Il faudrait que les informations liées à cet indicateur soient travaillées (mise en place de l'inventaire des actions). double comptage probable (DASEN + structures externe à l'Education Nationale.

Avec la prégnance des situations de harcèlement un effort particulier sur ce type d'information a été fait. Le module « le harcèlement c'est pas la drague » du plan départemental a per-

Pas de médiation familiale dans le cadre de violences conjugales

Elles peuvent cependant exister dans le cadre de prévention dans les conflits de couples.

Nous sommes passés de 66 établissements du 2nd degré à 142. Beaucoup d'intervenants extérieurs agissent à la demande des chefs d'établissements. Le réseau académique pour l'égalité F/G facilite cet investissement. L'exposition XY circule bien.

# SOUTIEN AUX INITIATIVES LOCALES ET DONNEES SUR LES HOMICIDES

Pour rappel le coût des violences en France est estimé à 3,6 milliard d'euros.

C'est un problème majeur de société et de santé publique avec de nombreux impacts sur la santé, l'emploi, la vie sociale, l'éducation...

BOP 137 égalité femmes-hommes (DRDFE) : 157 717 € (crédits dédiés spécifiquement aux actions contre les violences)  
Majoration exceptionnelle de 23.81 % en 2018. Compte-tenu des crédits supplémentaires, nous attendions plus d'accompagnement en 2018

CD 37 : 57 000 €

CAF : 15 500 €

Ville de Tours : 310 000 € ( subventions réparties entre un grand nombre d'associations traitant de façon exclusive ou occasionnelle de la problématique.

Rouziers de Touraine: 500 €

**3 homicides  
En Indre-et-Loire**

**L'étude nationale 2017** sur les morts violentes au sein du couple nous informe que **176 personnes sont décédées : 130 femmes, 21 hommes, 25 enfants.** 86 % des victimes sont des femmes. Les faits sont qualifiés d'assassinats, homicides ou violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Sur les 16 femmes auteures, 11 étaient victimes de violences de la part de leur partenaire.

**En 2018 en Indre-et-Loire,** on relève **3 homicides** en ZG, (2017 : 2 homicides ; 1 en ZP et 1 en ZG).

**540 717 €**

Crédits directs

**32 364 €**

Autres soutiens  
(dons par ex)

**15 539 €**

crédits indirects  
(prêts de salle  
par ex)

## Les signataires ayant participé au bilan :

Association de Contrôle Judiciaire et d'Enquêtes de Tours (ACJET 37)

Association des Maires d'Indre-et-Loire (AMIL)

Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH)

Association de Recherche en Criminologie Appliquée (ARCA)

Caisse d'Allocations Familiales

Conseil Départemental 37

Centre Communal d'Action Sociale de Tours

Centre Hospitalier du Chinonais

CHU — Institut Médico Légal

CHRS Anne de Beaujeu (Croix Rouge)

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

Conseil de l'Ordre des Médecins

Centre de Ressources pour les Intervenants auprès d'auteurs de Violences Sexuelles du CHRU de Tours (CRIA VS)

CROUS d'Orléans-Tours

Direction Départementale de la Cohésion Sociale 37—Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Direction Départementale de la Sécurité Publique 37

Dire et guérir

Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale

Entraide et Solidarités

Ass Pro Santé—Espace Santé Jeunes

France Victimes 37

Gendarmerie Nationale

KEOLIS

Médiation et Parentalité 37

Mission Locale de Touraine

Mouvement du Nid

Planning Familial 37

Pole Santé Pluridisciplinaire Nord Touraine (PSTS)

TGI - Procureur de la République

Secours Catholique

Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

Stop aux Violences Sexuelles 37

Tour (s) Habitat

Touraine Logement

Val Touraine Habitat

Ville de Joué-Lès-Tours

Ville de Rouziers de Touraine

Ville de Saint Cyr sur Loire

Ville de Tours



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE  
D'INDRE-ET-LOIRE